

NE PAS SORTIR DU NUCLEAIRE PAR INADVERTANCE *

La France ne s'est pas mariée avec l'énergie nucléaire par hasard. Elle ne doit pas aujourd'hui en divorcer par inadvertance.

La sortie du nucléaire vient-elle d'être annoncée subrepticement ?

La rentrée est marquée par l'avalanche des critiques fustigeant le réacteur de nouvelle génération EPR : "*dérives inacceptables; sonnette d'alarme ignorée; exigence d'un audit de défiance, dont toutes les conséquences seront tirées à tous les étages d'EDF; etc.*" Rien de neuf pour les anti-nucléaires : mais propos d'une violence exceptionnelle dans la bouche du ministre de tutelle :

Au delà des paroles, deux décisions de l'été propice aux coups stratégiques, passées inaperçues du grand public, risquent de sceller le sort du choix nucléaire français. Et ce bien plus sûrement que l'auraient été la fermeture, d'un nouveau contingent de centrales hautement visibles dans le paysage politique, elles.

- le projet Hercule qui met à l'étude la scission d'EDF, isolant la production d'énergie nucléaire dans une entité spécialisée qui pourrait bien muer en structure de défaisance. Une IPP nucléaire n'a pas de sens : sans les débouchés garantis par le monopole intégré de la distribution, le risque économique d'un pari d'une telle ampleur n'aurait pas pu être pris, et pourra difficilement être maintenu dans l'univers de la concurrence :

- l'arrêt en catimini du programme de recherche Astrid du CEA sur la quatrième génération à neutrons rapides. Car s'il n'ya plus d'avenir à préparer, le mouvement s'interrompt. Là, l'Etat exprime sa distance avec la filière plutonium. Plus perversément, la zizanie risque de s'installer entre le monopole électrique et le monopole atomique- comme aux beaux jours du graphite -gaz. EDF, qui en paie l'énorme facture risque de se poser la question qui est l'accro du plutonium si l'Etat n'y croit plus

Ouvrir un débat national ?

Fessenheim, une victime expiatoire payant pour les autres - telle Plogoff en 1981 ? Ou bien la tête de liste de la longue série de notre parc à fermer ? A la libre interprétation de chacun : car on ne sort de l'ambiguïté qu'à son propre détriment.

Au dictionnaire des idées reçues, à la rubrique "nucléaire", on lit : "tonner contre, en sortir". L'arrogance a coûté cher à sa popularité dans l'opinion, longtemps indéfectible. Il suffit aujourd'hui de plaider le renversement de la charge de la preuve : s'interroger sur que faire à la place et pourquoi mettre à la casse un appareil qui fonctionne bien, un investissement colossal conduit sur trois générations, un atout sans prix en termes de compétitivité économique et de sécurité durable, pour un pays qui fut longtemps obsédé et affaibli par le manque de charbon et d'hydrocarbures ? La France n'a certes pas fait ce choix majeur dans le but de réduire son empreinte-carbone, sujet inconnu à l'époque. Mais on voit clairement, maintenant que les énergies renouvelables se déploient à l'échelle industrielle- comme en Allemagne- qu'il est la seule alternative crédible aux énergies fossiles dans la production électrique de masse.

Il ne faut pas dire que le choix nucléaire français a été imposé : il a été constamment soutenu par l'opinion et les principales forces politiques et sociales- sauf par la nouvelle gauche

écologique globale, qui a gagné partout ailleurs mais qui a perdu en France. Exception impardonnable pour ce qui est historiquement l'acte-fondateur.

La France ne s'est pas mariée avec le nucléaire par hasard. Mais pourquoi en divorcer par inadvertance ? N'est-il pas temps de se poser la question et de mettre le pourquoi en perspective ? Et d'abord répondre la question qu'est-il arrivé à notre belle industrie nucléaire nationale : ne s'est-elle pas tirée elle-même la balle fatale ?

Revenons à l'étymologie : EPR signifie réacteur européen. Résultat d'un accord politico industriel Mitterrand-Kohl, annoncé à grands sons de trompe comme modèle de la coopération franco-allemande il y a maintenant près de trente ans, conçu pour relancer le nucléaire en Europe alors qu'il était virtuellement achevé de ce côté-ci du Rhin, interrompu de l'autre du fait des oppositions écologistes. Conçu sur des normes de sûreté renforcée, dérivé du modèle allemand, le ver était dans le fruit. Manque de leadership pour arbitrer les divergences, alors que le programme français avait été conduit par une poigne forte et centralisée, soutenue sans état d'âme par le plus haut niveau de l'Etat. Et le choix malencontreux d'un réacteur-papier débattu sur plans, propice à toutes les surenchères plutôt que d'un prototype physique, qui aurait requis un minimum de cohérence opérationnelle.

En même temps...

Comment le même pays qui, entre 1973 et 1986 sans guère d'expérience préalable, a su construire et faire fonctionner un parc de 58 réacteurs qui tournent comme une horloge et fournissent un kilowattheure, durable et pas cher ne sait plus construire ? Aurions-nous oublié comment faire ? Que s'est-il passé pour en arriver là ?

La vache à lait nucléaire a beaucoup nourri. L'ère des pionniers enthousiastes du "crash-programme" du choc pétrolier, où le leadership était clairement identifié, a fait place au temps des rentiers sourcilleux sur les détails. A l'évidence on peut incriminer un problème de coordination. Entre EDF et Siemens, qui commande ? Sans négliger les dissensions franco-françaises.

Il est plus confortable de se tromper en groupe qu'avoir raison tout seul. Mais c'est de plus en plus difficile. Et ce d'autant que les forces politiques et sociales autour desquelles s'était édifié le remarquable- et unique au monde consensus nucléaire français -à la suite de Mendès France Charles De Gaulle et leurs successeurs, dans une remarquable continuité transpartisane se sont singulièrement effritées -le parti-syndicat PCF et CGT; la technocratie d'Etat, le corps des mines, détachés de l'ancien ministère de la "production industrielle" au moderne ministère de "l'écologie", Alstom rachetée par les Américains, etc.. Avoir contre soi L'Internationale Verte-en même temps que Wall Street- l'alliance des idéologies libérales et écologiques qui règnent sur le monde contemporain ce n'est pas un mince combat pour ce temple de l'économie réelle et la high-tech lourde confronté au court-termisme des marchés financiers et à la nouvelle Gauche écologique globale.

Sans oublier nos voisins allemands pour lesquels le succès français est une humiliation permanente à leur supériorité technologique alléguée, à ses frontières immédiates, soulignant les contradictions et le coût des disputes interallemandes. Ainsi, le pacte inavoué qui fait payer le surcoût incommensurable des renouvelables par très polluant lignite à très bon marché, orgueil de la défunte RDA ; la dépendance gazière russe, etc. Heureusement il nous reste la Chine, bon élève de la technologie française, à Daya Bay et à Taishan, et maintenant à

Hinkley Point- qui dans sa conception confucéenne d'un monde harmonieux, a bien compris que l'énergie nucléaire est le seul vrai substitut au charbon-roi, au pétrole et au gaz dans les centrales électriques.

Certes la loi de programmation de l'énergie (la PPE) confirme la confiance officielle. Mais on ressent la tentation d'en sortir, en évitant d'affronter directement une question aussi lourde. Il n'est pas simple de décréter la sortie. Alors que l'arrêt du nucléaire constitue le certificat de baptême de la nouvelle Gauche écologique globale, l'exception française a résisté. Jusqu'à présent ? C'est un beau défi que de s'affirmer en même temps comme le champion mondial de l'énergie nucléaire et le meilleur professeur de la diplomatie du climat. Beau sujet pour le grand débat national. Pas si paradoxal qu'il y paraît : digne de nous.

** Christian Stoffaes a été le directeur de la prospective et des relations internationales d'EDF, après avoir été le collaborateur des pères-fondateurs du programme nucléaire français Pierre Guillaumat et André Giraud. Ingénieur général des mines, président de la Société des Majors, il est l'auteur dans la collection de l'Institut d'Histoire de l'Industrie, de "Pierre Guillaumat, ingénieur d'Etat"; "Georges Besse, ingénieur de la République"; "Soleils rouges, une histoire du ministère de l'énergie atomique de l'Union soviétique."*